

Pour une éthique environnementale humaniste

Francis Wolff

Mon dernier livre, « La vie a-t-elle une valeur ? » part d'une inquiétude face à l'inflation de la notion de « vivant » dans le débat public sur l'écologie.

Dans la « pensée écologique dominante », ce concept a pris le pas sur tous les autres (nature, environnement): « manières d'être vivant », « beauté du vivant », « primauté du vivant », « vivants parmi le vivant », « à la rencontre du vivant », « quel vivant pour demain », « gardiens du vivant », « agir pour le vivant », et évidemment, « nous les vivants ». Même Jean-Luc Mélenchon y va de son « il s'agit de voter pour un autre futur, respectueux de toute personne humaine et du vivant dans son ensemble. »

« Défendre le vivant » est peut-être un objectif louable, mais il est extrêmement restrictif pour un défenseur de l'environnement. Qu'en est-il des éléments naturels, comme l'eau ou l'atmosphère, et qui ne sont pas vivants ?

Le concept de vivant est généralement porteur d'une idéologie biocentriste, selon laquelle il faut défendre le vivant et tous les vivants sans discrimination et souvent même sans hiérarchie. La vie des vivants aurait, comme on dit, une valeur intrinsèque, indépendamment de sa valeur pour l'être humain. Jadis, certaines des pensées les plus influentes de l'écologie politique, celle d'André Gorz, en France (*Écologie et politique*, 1975), ou celle de Hans Jonas en Allemagne (*Le Principe responsabilité*, 1979) étaient humanistes et anthropocentrées. L'impératif formulé par Jonas était : « Agis de telle façon que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une *vie authentiquement humaine* sur Terre ». Selon le biocentrisme dominant, c'est l'inverse : contre les méfaits commis par « les humains », il faudrait défendre et sauver le « vivant ».

Le concept a en fait un avantage paradoxal. Il permet de faire le pont entre

deux types d'éthiques aux principes opposés et aux conséquences contradictoires : les éthiques animales et les éthiques environnementales. Le concept de « vivant » permet de mettre la poussière de leurs conflits sous le tapis. « L'éthique animale » est la réflexion sur la bonne conduite à tenir vis-à-vis des bêtes – une interrogation aussi ancienne que la philosophie elle-même. « L'éthique environnementale » est une réflexion typiquement contemporaine née de la prise de conscience des crises écologiques. Ces éthiques sont également nécessaires mais elles sont inconciliables.

En effet, toute « éthique animale » est centrée sur les individus. Sa question centrale est : comment améliorer, voire changer radicalement, le sort, le bien-être, la vie, la mort, des animaux (lesquels) ? Elle s'appuie sur l'idée que la souffrance des animaux est un mal absolu : il faut donc l'annihiler ou la réduire. L'éthique environnementale est centrée sur les ensembles de vivants quels qu'ils soient (elle est « holistique ») : elle concerne les rapports des espèces entre elles et à leur milieu, quel que soit le niveau de complexité de ces espèces (micro-organismes, champignons, plantes, animaux) et quel que soit ce milieu, l'eau, l'air, la terre, le sous-sol. Sa question centrale est : comment lutter contre la dégradation accélérée de l'environnement, maintenir l'équilibre et la richesse des écosystèmes voire de la biosphère ? De ce point de vue, ni la souffrance, ni la mort ne sont des maux à proprement parler : la sensibilité à la douleur de certaines espèces animales dotées d'un système nerveux central, est considérée comme un avantage adaptatif et non un mal en soi. Quant à la vie et la mort des organismes individuels, elles sont tenues pour des conditions de l'équilibre des écosystèmes, notamment à travers les réseaux alimentaires et les modes de transmission génétique. Une vie sans mort

empêcherait le développement de la vie. Voilà pour les principes opposés des deux éthiques.

Il en va de même des conséquences. Par exemple, il faut parfois réintroduire des populations de prédateurs pour rétablir la santé écologique des grandes réserves animalières ou de certains parcs régionaux ; et il a fallu à l'Australie, pendant un siècle et demi, des efforts considérables pour se débarrasser des centaines de millions de lapins proliférant sur son territoire, introduits accidentellement au milieu du XIX^e siècle, et dont la reproduction incontrôlable saccageait le pays, allant jusqu'à menacer le maintien de la vie humaine.

Dans l'absolu, c'est-à-dire du point de vue de la vie, aucune espèce n'est « nuisible » puisqu'elle ne tend qu'à se maintenir en vie, comme toutes les autres. Mais comme la valeur de la vie est relative au vivant dont il s'agit, il faut un instrument de mesure pour hiérarchiser ces égales « aspirations » à vivre de tous les vivants – et ce ne peut être que le point de vue d'une espèce. Quelle vie vaut plus ? Celle du loup ou celle de l'agneau ? On ne peut pas trancher, sinon arbitrairement. Mais dans ce cas, pourquoi pas plutôt la vie de l'éleveur des agneaux ? Et pourquoi pas, plus généralement, le point de vue de l'humain ? Cet évaluateur en vaut bien d'autres. Mieux : il est *le seul* qui compte. Même le biocentrisme, s'il est sérieux, devra concéder qu'une vie humaine doit être préférée à celle d'un loup, d'un agneau, d'un chêne, d'un roseau, d'une bactérie. Il devra lui aussi concéder que, si toutes les aspirations à vivre sont égales, elles ne se valent pas. Il devra finalement se résoudre à une échelle de valeurs anthropocentrée.

Il y a aussi une autre raison pour s'en tenir au point de vue humain. Non seulement parce qu'il est anthropocentré, mais parce qu'il est le seul, justement, à pouvoir être *décentré*. L'évaluation humaine est la seule qui puisse se faire d'un point de vue global et non du seul point de vue de l'espèce. L'être humain est le seul être écologue, le seul à pouvoir considérer la biosphère ou la communauté biotique comme un tout, le seul

capable de calculer les effets les plus avantageux, à moyen et long terme, non seulement pour sa propre survie mais pour le maintien le plus durable des écosystèmes terrestres les plus riches.

Ainsi, l'anthropocentrisme n'est pas seulement souhaitable pour l'être humain, mais pour la nature elle-même. En réalité, il est inévitable. Car une éthique environnementale ne *peut* pas être réellement biocentriste. Une éthique qui ferait de la biodiversité son principe et sa fin serait extravagante. En refusant toute hiérarchie entre les espèces, et donc toute forme d'anthropocentrisme, cette éthique conduirait logiquement à l'abattage de 90 % de la seule espèce super-prédatrice : l'espèce humaine. Du point de vue de l'éthique du vivant en général, un recul massif de l'espèce humaine serait la *seule* solution viable ; il faudrait sacrifier immédiatement 90 % de l'espèce humaine et le plus vite possible. L'équilibre de la biosphère est à ce prix ! Cette mesure, dite « écofasciste », n'a certes jamais été prônée officiellement par un mouvement écologique, même d'extrême-droite. Ce serait pourtant le seul programme en accord avec les principes biocentristes.

Il est donc à espérer que même celui qui dit « nous les vivants » devra abandonner son slogan biocentriste et hiérarchiser les vivants, en plaçant en haut de l'échelle les vies humaines, et tout en bas celle d'espèces exotiques qualifiées d'invasives (moins cependant que *homo sapiens*), ou celle des moustiques avec lesquels il aura du mal à penser qu'il forme une communauté morale, surtout s'il vit au Burkina-Faso ou au Niger sous la menace permanente du paludisme. Cet anthropocentrisme est inévitable et il est salutaire.

Les priorités d'une éthique environnementale humaniste

Si l'objectif principal d'une éthique environnementale est la préservation dans les meilleures conditions de la vie humaine, présente et à venir, tout change. Ses obligations prennent enfin un sens clair pour tous. Car cette éthique définitivement

anthropocentrée n'a plus à se soucier de l'environnement, de la nature, et encore moins du vivant, *en tant que tels*, mais seulement en tant qu'ils déterminent, aujourd'hui et demain, le sort de la partie la plus vulnérable de l'humanité. *Autrement dit, il ne peut pas y avoir de politique ou de mobilisation écologiques autonomes.* La nature, la nature s'en fiche, les vivants, les vivants s'en fichent, la vie nue, la vie s'en fiche. Seul compte un objectif : la *justice* pour les humains !

1^{ère} conséquence : L'écologie est d'abord un combat pour l'égalité.

Si seules comptent les vies humaines, ce sont celles qui sont le plus exposées qui comptent le plus. Les crises écologiques doivent être tenues pour le facteur aggravant de toutes les injustices. Rien de plus, rien de moins. Elles doivent être envisagées et traitées comme telles. Les luttes contre le changement climatique sont un chapitre du combat plus général contre les inégalités planétaires, régionales, sociales, ou sexuelles. Elles lui sont subordonnées. Ces crises sont planétaires : cela ne signifie pas qu'elles touchent la planète (qui s'en fiche), mais qu'elles atteignent la partie la plus fragile de l'humanité : le Sud plus que le Nord, les pauvres plus que les riches au Nord comme au Sud, les femmes plus que les hommes, riches ou pauvres.

2^{ème} conséquence : L'écologie est un combat pour le cosmopolitisme

Si seules comptent les vies humaines, au lieu d'invoquer inlassablement un « nous le vivant », il nous faut plutôt vouloir un « nous l'humanité ». Plutôt que de prôner une absurde unité verticale entre les vivants – qui serait fatale à leur survie –, il faut défendre l'unité horizontale de l'humanité – qui est sa seule chance de survie. Les antagonismes entre espèces vivantes favorisent leur évolution, les nationalismes divisant l'humanité peuvent causer sa disparition. Car aucune politique environnementale n'est efficace si elle n'est pas planétaire et aucune ne peut être raisonnable si elle n'est pas

portée par le sentiment de solidarité entre humains. La nature connaît les frontières des espèces, elle ignore les frontières politiques. Plus encore que les pandémies, les crises économiques ou les catastrophes nucléaires, l'épuisement des ressources et le réchauffement climatique se moquent des découpages entre nations hérités de l'histoire. Le combat en faveur de l'environnement est donc aussi une lutte contre les tendances centrifuges et délétères des replis identitaires, toujours porteurs d'éco-négationnisme et de climato-scepticisme. Un engagement écologique devrait donc être cosmopolitique, ou, si l'on préfère, « altermondialiste ». C'est là un paradoxe auquel toute politique écologique humaniste se heurte : elle est soumise au bon vouloir des États nations, alors qu'elle se doit d'être globale.

3^{ème} conséquence : L'écologie est un combat pour la démocratie

Si seules comptent les vies humaines, au lieu de prôner un élargissement de la représentation politique aux « non-humains », par exemple dans un « Parlement des choses » (Bruno Latour) « où siègeraient des représentants des territoires en lutte [...], un représentant des forêts, de l'eau, du littoral », il faut plutôt s'interroger sur la représentation démocratique des humains à venir. On peut ainsi rêver d'une Chambre parlementaire de l'avenir (Dominique Bourg), libérée du court-terme et des approches partisans, ou plus simplement instituer des assemblées délibératives de citoyens éclairées par les prévisions d'experts. Quoi qu'il en soit, c'est là un deuxième paradoxe que doit affronter toute politique écologique. La démocratie est d'un côté le seul régime susceptible de reconnaître une valeur absolue à la vie de tous ses citoyens, mais, d'un autre côté, son pouvoir est limité par la révocabilité périodique des représentants.

4^{ème} conséquence : L'écologie est un combat contre la grande pauvreté

Lorsqu'il s'agit du changement climatique et que l'on pense au vivant, on pleure la

disparition de l'ours polaire. Lorsque l'on pense à l'humanité, on sait que les pays pauvres sont les plus touchés parce que ce sont souvent aussi des pays chauds et que la pauvreté est le principal obstacle à l'adaptation de la vie humaine à la hausse des températures (absence de climatisation, travail en plein air sans abri, précarité sanitaire). On sait que plus de 3,5 milliards de personnes sont menacées directement par ses conséquences, alors même que ce sont celles qui contribuent le moins aux émissions de gaz à effet de serre. La question qui doit alors nous inquiéter n'est pas « comment renforcer nos liens aux autres vivants » mais « comment accroître notre solidarité avec la partie de l'humanité à l'égard de laquelle nous avons contracté une énorme dette climatique ? » Et quels mécanismes de redistribution au niveau mondial permettraient de résorber une partie de cette dette ?

5^{ème} conséquence : L'écologie est inséparable du développement humain

Lorsque l'on pense au vivant et qu'on isole les crises écologiques du reste des malheurs du monde, il est tentant de dénoncer la « croissance » en général parce qu'elle contribue à la surexploitation des ressources et augmente les nuisances de toutes sortes. Lorsque l'on pense à l'humanité, on doit d'abord réfléchir aux moyens économiques, politiques et sociaux d'améliorer, non pas le PIB mais l'Indice de développement humain (IDH) des pays les moins développés, en particulier le niveau d'éducation et l'espérance de vie des individus à la naissance, qui reflètent leurs futures conditions d'existence (alimentation, logement, accès à l'eau potable, aux sanitaires et à la médecine) : l'amélioration de ces indicateurs passe par un « développement endogène », contrôlé par celles et ceux qui vivent cette transformation sociale, et qui ne peut pas être fondé sur des principes « décroissantistes ».

6^{ème} conséquence : L'écologie est un combat en faveur des femmes

Quand on aime le vivant, on lutte contre la déforestation. On monte donc en haut des arbres pour protester contre leur abattage. On s'ensauvage. On se mobilise contre « la Technique moderne » car elle abîme le vivant. Quand on défend la vie humaine, on lutte aussi contre la déforestation. Mais alors, on combat pour la « cuisson propre » en Afrique, où les méthodes traditionnelles au bois comptent parmi les principales causes de la déforestation, et où, surtout, elles causent chaque année la mort prématurée de quelques 500 000 femmes et enfants de maladies respiratoires liées à l'inhalation de particules toxiques. Quand on défend la vie humaine, on n'aime guère le sauvage ; on se mobilise donc pour la low-tech (invention de réchauds solaires, au gaz ou à l'électricité) et parfois même pour la high-tech (invention de systèmes de paiement de la consommation de gaz à partir de téléphones portables). Selon les calculs de l'Agence internationale de l'énergie, l'usage de techniques de cuisson modernes en Afrique diminuerait les émissions de gaz à effet de serre d'une quantité égale chaque année à celles générées par le transport maritime et aérien réunis. Et l'on ferait faire du même coup un grand progrès à la condition des femmes en Afrique.

7^{ème} conséquence : L'écologie est un combat pour la justice intergénérationnelle.

Elle ne peut pas être un combat en faveur du vivant, car les principales victimes des crises écologiques et notamment du réchauffement climatique, ne sont pas des vivants, mais des êtres humains qui ne sont pas encore vivants, parce qu'ils sont à venir. De même que les jeunes générations travaillent pour l'existence et le bien-être des anciennes générations, les générations actuelles doivent se soucier de l'existence et du bien-être des futures générations.

Conclusion

Nous n'avons pas à être « justes » vis-à-vis de la nature et encore moins vis-à-vis des vivants. Les crises écologiques révèlent et en même temps accroissent toutes les injustices

du monde. Elles révèlent les inégalités : planétaires, sociales, sexuelles, générationnelles. Elles accroissent les inégalités entre ceux qui consomment trop et ceux qui aspirent à consommer un peu, entre ceux qui fantasment sur la décroissance et ceux qui rêvent de développement, entre ceux qui prônent la sobriété pour tous et ceux qui aspirent au simple bien-être.

La pensée écologique devrait donc cesser de s'en prendre aux idées d'humanité, de rationalité, de science, de technique, et même de progrès, car aucun récit émancipateur ne peut se passer de ces idées. Elles sont inséparables de celle de justice. On ne fera donc pas sans elles. Cela ne veut évidemment pas dire qu'il faille choisir entre la lutte contre les discriminations et celle contre les catastrophes écologiques. C'est le contraire : car les mêmes souffrent des unes et des autres. Et ce ne sont pas des vivants, mais des personnes. Au moment où les mesures nécessaires de sobriété et de transition énergétique sont de plus en plus remises en question et où les idéologies climatosceptiques progressent partout dangereusement, il est plus que jamais nécessaire de rappeler qu'une saine politique écologique doit avant tout contribuer à diminuer les injustices sociales et globales, présentes et à venir.

Autrement dit, il n'y a pas de politique écologique en elle-même, il n'y a que des politiques de justice.

Francis Wolff est professeur de philosophie à l'ENS d'Ulm. Il est l'auteur de *La vie a-t-elle une valeur ?* (Philosophie Magazine Editions, 2025).